

*Government Notice No ..... of 2008*

## **THE INVESTMENT PROMOTION ACT**

### **Regulations made by the Minister under section 28A of the Investment Promotion Act**

1. These regulations may be cited as the Investment Promotion and Protection Agreement (Republic of France) Regulations 2008.
2. In these regulations -  
  
    “Agreement” means the agreement entered into with the Government of the Republic of France and given effect to in pursuance of section 28A of the Investment Promotion Act and set out in the Schedule to these regulations.
3. The Agreement shall be deemed to have come into operation on 1 March 1974.

Made by the Minister on 16 June 2008

---

### **SCHEDULE** *(regulation 2)*

#### **CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE ET LE GOUVERNEMENT DE L'ILE MAURICE SUR LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS.**

Le Gouvernement de la République française d'une part, et le  
Gouvernement de l'Île Maurice d'autre part,

Animés du désir d'intensifier la coopération économique entre les deux  
pays,

Soucieux à cet effet de protéger et stimuler les investissements,

Sont convenus des dispositions suivantes :

## ARTICLE 1 er

(1) Au sens de la présente convention, le terme « investissements » comprend toutes les catégories de biens notamment, mais non exclusivement :

- les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels qu'hypothèques, droits de gage, etc. acquis ou constitués en conformité avec la législation du pays où se trouve l'investissement,

- les droits de participation à des sociétés et autres sortes de participation,

- les droits de propriété industrielle, brevets d'invention, marques de fabrique ou de commerce, ainsi que les éléments incorporels du fonds de commerce,

- les concessions d'entreprises accordées par la puissance publique et notamment les concessions de recherches et d'exploitation de substances minérales,

- toutes créances afférentes aux biens et droits ci-dessus visés et aux prestations qui s'y rapportent.

(2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 l'Article 4, sont également soumis aux dispositions du présent accord, à compter de la date de son entrée en vigueur, les investissements que les ressortissants, sociétés ou autres personnes morales de l'un des Etats contractants ont, en conformité de la législation de l'autre Etat contractant, effectués avant cette date sur le territoire de ce dernier.

## ARTICLE 2

Les investissements appartenant aux ressortissants, sociétés ou autres personnes morales, de l'un des Etats contractants et situés sur le territoire de l'autre Etat, bénéficient, de la part de ce dernier Etat, d'un traitement juste et équitable en ce qui concerne tant l'exercice des activités professionnelles et économiques liées à ces investissements, que l'administration, la jouissance et l'utilisation de ces mêmes investissements.

Chacun des Etats contractants accorde en tout état de cause à ces investissements la même sécurité et protection qu'il assure à ceux de ses nationaux.

Les activités professionnelles et économiques visées à l'alinéa 1 ci-dessus s'exercent dans le respect des dispositions légales du pays d'accueil.

### ARTICLE 3

Les investissements réalisés sur le territoire d'un des Etats contractants par les ressortissants, sociétés ou autres personnes morales de l'autre Etat ne peuvent faire l'objet d'expropriation que pour cause d'utilité publique.

D'autre part, les mesures d'expropriation, de nationalisation, de dépossession directe ou indirecte, qui pourraient être prises à l'égard de ces investissements, ne doivent être ni discriminatoires, ni contraire à un engagement spécifique. Elles doivent donner lieu au paiement d'une juste indemnité dont le montant est égal à la valeur des actifs expropriés, nationalisés ou qui ont fait l'objet d'une dépossession quelconque, au jour de l'expropriation, de la nationalisation ou de la dépossession.

Cette indemnité doit être déterminée de commun accord dans son montant et dans ses modalités de règlement préalablement à la date du transfert de propriété.

### ARTICLE 4

(1) Chaque Etat contractant garantit aux ressortissants, sociétés ou autres personnes morales de l'autre Etat contractant, le libre transfert :

- du capital investi, sous réserve que l'investissement ait été effectué en conformité avec la réglementation locale applicable au moment de la constitution de l'investissement,

- des intérêts, dividendes, redevances et autres revenus produits par le capital investi,

- des indemnités d'expropriation, nationalisation ou dépossession prévues à l'article 3 ci-dessus.

(2) Toutefois, en ce qui concerne les investissements visés au paragraphe 2 de l'article premier, et sauf dans les cas d'expropriation, de nationalisation, dépossession directe ou indirecte prévue à l'Article 3 du présent accord, le libre transfert ne s'applique pas qu'aux intérêts, dividendes, redevances et autres revenus produits par le capital investi ; le transfert de ce dernier s'effectue dans des conditions qui ne sauraient être moins favorables que celles accordées aux investissements de ressortissants, sociétés ou autres personnes morales d'un état tiers.

## **ARTICLE 5**

Si l'un des Etats contractants, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire de l'autre Etat contractant effectue des versements à ses propres ressortissants, sociétés ou autres personnes morales, il est subrogé de plein droit dans les droits et actions des dits ressortissants, sociétés ou autres personnes morales. La subrogation des droits s'étend également au droit à transfert visé à l'article 4 ci-dessus.

## **ARTICLE 6**

En l'absence d'engagement contraire conclu par les ressortissants, sociétés ou autres personnes morales visées à l'article 2 ci-dessus, avec l'approbation des autorités compétentes de l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouve l'investissement, les transferts visés aux articles 4 et 5 ci-dessus sont effectués sans retard injustifié et au cours de change applicable aux opérations concernées à la date du transfert et en conformité avec les règles et pratiques autorisées en matière de taux de change par le Fonds monétaire international.

## **ARTICLE 7**

Les personnes physiques et les personnes morales ressortissants de l'une des parties ne sont pas assujetties sur le territoire de l'autre partie à des droits, taxes et contributions, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus sur les personnes physiques et les personnes morales ressortissants de ladite partie et se trouvant dans la même situation. Cette disposition ne met pas obstacle à l'octroi par chaque gouvernement à ses propres ressortissants d'avantages spécifiques préférentiels en matière d'investissements, dans la mesure où ces avantages ne sont pas de nature à fausser les conditions du marché.

## **ARTICLE 8**

Pour les matières régies par la présente convention, les investissements des ressortissants, sociétés ou autres personnes morales de l'un des Etats contractants bénéficient de toutes les dispositions plus favorables que celles du présent accord qui pourraient résulter de la législation actuelle ou future de l'autre Etat contractant.

Pour les matières régies par la présente convention autres que celles visées à l'article 7, les investissements des ressortissants, sociétés ou autres personnes morales de l'un des Etats contractants, bénéficient également de toutes les dispositions plus favorables que celle du présent accord qui pourraient résulter d'obligations internationales déjà souscrites ou qui viendraient à être souscrites par cet autre Etat avec le premier Etat contractant ou avec des Etats tiers.

## ARTICLE 9

Les accords relatifs aux investissements à effectuer sur le territoire d'un des Etats contractants, par les ressortissants sociétés ou autres personnes morales de l'autre Etat contractant, comporteront obligatoirement une clause prévoyant que les différends relatifs à ces investissements devront être soumis, au cas où un accord amiable ne pourraient intervenir à bref délai, au Centre International pour le Règlement des différends relatifs aux investissements, en vue de leur règlement par arbitrage conformément à la convention sur le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats.

## ARTICLE 10

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord, qui ne pourrait être réglé dans un délai de six mois par voie de négociation entre les Etats contractants, sera soumis à la demande de l'un ou de l'autre des Etats, à un tribunal arbitral de trois membres. Chaque Etat désignera un arbitre. Les deux arbitres désignés nommeront un surarbitre qui devra être ressortissant d'un Etat tiers.

Si l'un des Etats n'a pas désigné son arbitre et qu'il n'ait pas donné suite à l'invitation adressée par l'autre Etat de procéder, dans les deux mois, à cette désignation, l'arbitre sera nommé à la requête de ce dernier Etat, par le Président de la Cour Internationale de Justice.

Si les deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord dans les deux mois suivant leur désignation, sur le choix d'un surarbitre, celui-ci sera nommé, à la requête de l'un des Etats, par le Président de la Cour Internationale de Justice.

Si dans les cas prévus aux deuxième et troisième alinéas du présent article, le Président de la Cour Internationale de Justice est empêché ou s'il est ressortissant d'un des deux Etats, les nominations seront faites par le Vice-Président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant d'un des deux Etats, les nominations seront faites par le membre le plus ancien de la Cour qui n'est ressortissant d'aucun des deux Etats.

A moins que les Etats contractants n'en décident autrement, le tribunal fixe lui-même sa procédure.

Les décisions du tribunal sont obligatoires pour les Etats contractants.

#### **ARTICLE 11**

La présente convention est conclue pour une durée de dix années, renouvelable pour la même durée, à moins de dénonciation par écrit par l'une des deux Parties un an avant l'expiration de chaque période.

Les dispositions de la présente convention resteront encore applicables pendant dix ans à compter de la date d'expiration pour les investissements effectués avant cette même date.

#### **ARTICLE 12**

Chaque Etat contractant notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur de la présente convention.

Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra la dernière de ces notifications.

Fait à Port-Louis, le vingt deux mars mille neuf cent soixante treize, en double exemplaire, les deux textes faisant également foi.

**Pour le Gouvernement de  
la République Française**

R. L. TOUZE  
*Ambassadeur Extraordinaire  
et Plénipotentiaire*

**Pour le Gouvernement  
de l'Ile Maurice**

S. RAMGOOLAM  
*Premier Ministre*